

années soixante, une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui devint également un organisme permanent à Genève et le promoteur d'autres moyens par lesquels les pays en voie de développement pourraient exercer des pressions. Ces derniers étant en meilleure position pour faire valoir leurs points de vue à l'Assemblée, il fallut penser aux pays industrialisés. Même si des organismes comme l'OCDE ne font pas partie du système onusien, les pays industrialisés disposent tout de même de certaines ressources d'ordre institutionnel, dont les vetos du Conseil de sécurité et le pouvoir de rejeter des projets que lui soumet la majorité de l'Assemblée et qu'ils refusent de financer.

L'ONU a mis au point un système remarquable de contrepoids. Il n'est pas facile pour une majorité de s'imposer devant une opposition entêtée, même si elle peut faire adopter des résolutions à souhait. La logique de l'heure fait dire que le Tiers monde détient maintenant le genre d'influence que les États-Unis ou le monde occidental possédaient au tout début; voilà qui est généreux, mais ce n'est pas exact. Ni les États-Unis ni le monde occidental n'ont jamais pu commander des majorités spontanées. Il y eut toujours une vive résistance dans le cercle des puissances occidentales et l'Inde, le Pakistan et les États arabes représentaient une force avec laquelle il fallait compter. Lorsqu'une résolution américaine était adoptée avec une grande majorité, c'est qu'elle avait dû être considérablement modifiée pour s'assurer l'appui de la majorité. Il faut également noter que c'est au cours de la période dite de domination occidentale que l'ONU a encouragé le processus de décolonisation, qu'elle a commencé à inviter tous les nouveaux États à se joindre à elle et qu'elle a réorienté sa politique économique pour se préoccuper davantage de l'aide et du développement que du libre-échange. L'image de l'hégémonie américaine et de la soumission du Tiers monde est surfaite. Si les pays de l'Asie, ceux de l'Amérique latine et d'autres pays encore ont appuyé les États-Unis durant la guerre de Corée, c'est qu'ils croyaient l'ONU menacée.

Déclin de l'influence du monde occidental

Nul doute que l'influence du monde occidental a diminué et que celle du Tiers monde s'est accrue. C'est l'exagération de ces deux faits qui mène à de fausses conclusions. La collusion actuelle des pays en voie de développement et des puissances communistes ne s'insère aucunement dans un modèle fixe. La majorité est trop divisée

sur les buts. L'important, c'est qu'on trouve assez de gens, dans tous les camps, pour comprendre que cela ne sert à rien de soutenir des causes qui enlèveraient à l'ONU son caractère universel tout comme il y avait assez de gens, dans les premiers temps, pour s'opposer à ceux qui voulaient expulser les communistes et faire de l'ONU un instrument du «monde libre». De même que la création d'organismes fonctionnels comme l'OTAN a allégé le fardeau de l'Organisation universelle, de même la formation de groupements fonctionnels chargés des questions du pétrole, de la Palestine ou des eaux territoriales sauvera-t-elle toute la structure. Ils constituent une soupe utile. L'ONU est le théâtre de la politique mondiale; le jeu de la politique se joue partout où se font et se défont les alliances, dans les coulisses et, sur la scène, dans les discours officiels. On peut critiquer les décisions particulières prises par l'OPEP ou par les États-Unis et l'Union soviétique à la suite des négociations SALT, mais ce sont deux institutions qui peuvent être conciliées avec la politique agitée d'une ONU bien terrestre.

Décentralisation

L'ONU a évolué à rebours de l'intégration et ce fut tout à son avantage. A Dumbarton Oaks et à San Francisco, les planificateurs, peut-être parce qu'ils en étaient à la période d'abstraction, ont songé à une structure synthétisée, régie au chapitre des programmes et budgets par l'ECOSOC ou l'Assemblée générale. Les institutions spécialisées, l'OIT, la FAO et l'OACI, baronnies féodales en voie de formation ou déjà formées, ont rapidement dissipé cette illusion. Elles se sont toutefois rapidement développées devant le besoin pressant de ce genre d'institutions. De nouveaux organismes vinrent s'y ajouter pour relever les défis que posaient ces besoins. Ils proliférèrent également en réponse à la loi de Parkinson, à l'impérialisme bureaucratique et à l'attrait que représentait la tenue de conférences sur les bords du lac Léman. Toutefois, un regard sur les projets de centralisation produits en 1945 et en 1946 révèle que toute tentative d'application des règles proposées aurait voué les institutions fonctionnelles à une disparition certaine.

Il est vrai que le réseau onusien risque constamment de s'étrangler par ses propres paroles et ses propres documents, et les offres irréflechies de conférences, de commissions et de déclarations appellent le cynisme, ce qui ne sert pas la cause internationale. Toutefois, la décentralisation du pouvoir et des activités, les occasions qu'elle fournit pour une diversifica-